

Montbéliard

PAYS DE MONTBÉLIARD

Expulsion d'Abakar : face à l'urgence, la mobilisation enfle

Boris MASSAINI



Près de 150 personnes manifestaient leur soutien ce jeudi devant la mairie d'Audincourt. Photo ER /Lionel VADAM

« Si on veut qu'Abakar revienne, demain, [N.D.L.R. : ce jeudi] il faudra être trois, quatre fois plus nombreux, à 15 h, devant la Pierre à poissons à Montbéliard. » À l'image du maire Martial Bourquin, les membres du comité de soutien, réunis ce mercredi devant la mairie d'Audincourt, sont convaincus que la pression populaire peut changer l'avenir d' [Abakar Gassama, Guinéen de 19 ans](#) placé en centre de rétention à Metz.

• L'avion décolle vendredi

Il est sous la menace d'une obligation de quitter le territoire français depuis sa demande de régularisation à sa majorité, alors qu'il était arrivé en France à l'âge de 14 ans. [Son parcours](#) – il a appris le français, été scolarisé et a trouvé du travail en apprentissage – semble parler pour lui. L'absence de famille en Guinée, si ce n'est la présence d'un beau-père violent, aussi.

Le temps presse. L'avion d'Abakar doit décoller vendredi. La pétition en ligne a dépassé les 2 500 signataires. « J'ai rencontré un employeur d'Audincourt qui avait décidé de l'embaucher en CDI », a précisé Martial Bourquin. « J'ai honte de mon pays », a-t-il ajouté, faisant référence à ses conditions d'arrestation (en gendarmerie, alors qu'il pointait comme à son habitude, sans son avocat). Une méthode qui reste en travers de la gorge des soutiens d'Abakar.

• Participation aux frais d'avocat

L'évêque de Belfort Montbéliard, M^{gr} Blanchet, a apporté son soutien et « écrit une lettre au préfet ». Les élus de PMA du groupe « Ensemble pour le pays de Montbéliard », auxquels se sont ajoutés des élus audincourtois, ont rassemblé 1 000 € pour contribuer aux frais d'avocat, estimés à 2000 €. Pour l'heure, Abakar est en isolement, du fait de son choix d'avoir rejeté un test de dépistage de la Covid-19.



